

Convention collective

IDCC : 9381. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
ARBORICULTURE, VITICULTURE, MARAÎCHAGE, CHAMPIGNONNIÈRES,
SERVICES DE REMPLACEMENT DES AGRICULTEURS ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(ISÈRE)**

(1^{er} juin 1971)

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 21 mars 1972)

AVENANT N° 83 DU 9 JUILLET 2009

NOR : *AGRS1097003M*

IDCC : 9381

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Isère ;

La fédération départementale des services de remplacement des agriculteurs de l'Isère ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) de l'Isère,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC ;

Le syndicat général agroalimentaire de l'Isère CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CGT-FO ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 23 « Réintégration et priorité d'embauchage », les paragraphes « 4. Appel sous les drapeaux » et « 5. Service préparatoire et rappel sous les drapeaux » sont abrogés.

Article 2

A l'article 53 « Motif de renvoi » le paragraphe « c) Appel et rappel sous les drapeaux » est abrogé.

Article 3

Il est créé un article 48 intitulé et rédigé comme suit :

« Article 48

Réserve opérationnelle et service national

1. Réserve opérationnelle

Tout salarié ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle bénéficie d'une autorisation d'absence de 5 jours par année civile au titre de ses activités dans la réserve.

Les modalités d'application de la réserve opérationnelle sont prévues par les articles L. 3142-66 à L. 3142-70 du code du travail.

2. Appel de préparation à la défense

Tout salarié âgé de 16 à 25 ans, qui participe à l'appel de préparation à la défense, bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle de 1 jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre au salarié de participer à l'appel de préparation à la défense. Elle n'entraîne pas de réduction de rémunération. Elle est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination de la durée de congé annuel.

3. Service national

Le contrat de travail d'un salarié appelé au service national en application du livre II du code du service national est suspendu pendant toute la durée du service national actif.

Lorsqu'il connaît la date de sa libération du service national actif, et au plus tard dans le mois suivant celle-ci, le salarié désirant reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment en avertit son ancien employeur.

La réintégration dans l'entreprise est de droit.

Le salarié réintégré bénéficie de tous les avantages acquis au moment de son départ.

Les modalités d'application du service national sont prévues par les articles L. 3142-72, L. 3142-74 à L. 3142-76 du code du travail. »

Article 4

Cet avenant sera déposé en un exemplaire (original support papier) et un fichier électronique à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 9 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)